

1.4 Éthique

L'honnêteté est la meilleure des tactiques.

□Proverbe anglais, pré-1600

1.4.1 EN FAIT, QU'EST-CE QUE L'ÉTHIQUE?

Il nous arrive de discuter de questions et de problèmes liés à la technologie informatique et d'adopter un point de vue relativement détaché. Nous voyons les nouveaux risques et problèmes engendrés par une technologie récente ainsi que la façon dont les institutions sociales et juridiques s'adaptent continuellement. La technologie n'est toutefois pas une force immuable sur laquelle l'humain n'a aucune maîtrise. Les personnes développent des technologies et des produits et définissent leur usage; elles décident du moment où un produit est suffisamment sécuritaire pour être lancé. Elles prennent des décisions relatives à l'accès aux renseignements personnels et à leur utilisation. Elles établissent les lois et définissent les règles ainsi que les normes.

Devriez-vous télécharger des films sur des sites Web non autorisés? Devriez-vous embaucher des programmeurs étrangers qui travaillent pour un salaire modique? Devriez-vous utiliser le mot de passe d'un ami pour accéder à un système informatique pour lequel vous n'avez pas de compte? Supposons que vous êtes un gestionnaire et que vous découvriez que plusieurs de vos employés passent beaucoup de temps à consulter des sites Web sur le sport, les actions et le divertissement pendant les heures de travail. Installerez-vous des logiciels de surveillance afin d'enregistrer les sites visités par chaque employé et le temps consacré à cette activité? En parlerez-vous d'abord aux employés? Supposons que vous gérez un site Web. Quelles informations recueillerez-vous sur les visiteurs du site et de quelle façon utiliserez-vous ces renseignements et les protégerez-vous? Ces exemples abordent des questions pratiques, éthiques et juridiques. Dans chaque cas, vous pouvez reformuler la question de la façon suivante : « Est-il approprié de...? ». Est-il approprié d'apporter des modifications importantes à la politique de confidentialité de votre entreprise sans en avoir avisé au préalable les clients ou les membres?

Dans cette section, nous présentons quelques théories éthiques. Nous discutons de certaines différences, celle entre l'éthique et la loi par exemple, qu'il importe de comprendre lorsque nous abordons les questions d'éthique.

L'éthique est l'étude de ce que signifie « agir de façon appropriée ». C'est un thème complexe auquel s'intéressent les philosophes depuis des millénaires. Cette présentation est par conséquent forcément simplifiée.

La théorie éthique suppose que les personnes sont rationnelles et qu'elles choisissent sans contrainte. Aucune de ces conditions n'est toujours et absolument vraie. Les personnes agissent de façon émotionnelle et commettent des erreurs. Une personne n'agit pas librement lorsque quelqu'un pointe une arme dans sa direction. Certains soutiennent qu'une personne n'exerce pas un choix en toute liberté dans une situation où elle risque de perdre son emploi. Toutefois, le libre choix et l'utilisation d'un jugement rationnel sont des capacités et des caractéristiques des êtres humains; on présume raisonnablement qu'ils sont la base de la théorie éthique. Nous considérons que la personne est, dans la plupart des cas, responsable de ses actions.

Les principes éthiques sont des règles à suivre tant dans nos relations avec d'autres personnes que dans les actions pouvant les toucher. La plupart des théories éthiques visent un même objectif : rehausser la dignité humaine, la paix, le bonheur et le bien-être. Les principes éthiques s'appliquent à chacun de nous et visent l'atteinte de bons résultats pour les personnes et les situations en général et non seulement pour nous-mêmes ou pour une situation donnée. Un ensemble fonctionnel de règles respecte le fait que chaque personne est unique, qu'elle possède ses propres valeurs et objectifs, qu'elle démontre du jugement et de la volonté et qu'elle agit en accord avec ce jugement pour atteindre ses objectifs. Les principes devraient définir nos obligations et responsabilités ainsi que nos domaines de

prédilections et de préférences personnelles¹.

Nous pouvons envisager les principes éthiques comme étant fondamentaux et universels, semblables aux lois scientifiques. Nous pouvons également les envisager comme des règles que nous fixons, comme celles du baseball, afin de définir un cadre au sein duquel nous interagissons avec d'autres personnes de façon paisible et productive. Les titres de deux livres illustrent ces différents points de vue : *Ethics: Discovering Right and Wrong*² [L'éthique : le dilemme des actions nuisibles et bénéfiques] et *Ethics: Inventing Right and Wrong*³ [L'éthique : l'invention du bien et du mal]. Nous n'avons pas à décider laquelle des opinions est correcte pour trouver de bons principes éthiques. Dans les deux cas, nos outils incluent la raison, l'introspection ainsi que l'observation de la nature humaine, des valeurs et de l'action.

Il est habituellement aisé d'adopter une action éthique au sein d'une sphère personnelle ou professionnelle. Nous agissons, la plupart du temps, avec honnêteté, nous tenons nos promesses, nous ne volons pas et nous effectuons nos tâches. Ces actions ne devraient pas nous surprendre. Les personnes respectent habituellement les bons principes éthiques, car ils simplifient nos vies. Il est souvent utile d'agir de façon pratique. L'honnêteté, par exemple, permet d'interagir avec les gens de façon ordonnée et fiable. Le fait de mentir ou de rompre nos promesses peut nous faire perdre des amis. En outre, les institutions sociales nous encouragent à agir de façon appropriée. Nous pouvons nous retrouver en prison si nous sommes surpris pendant un vol. Nous pouvons perdre nos emplois si nous sommes négligents dans l'exercice de nos fonctions. Dans un contexte professionnel, agir de façon éthique correspond souvent étroitement à effectuer un travail avec compétence et professionnalisme. Agir de façon éthique est souvent étroitement lié à la saine gestion des affaires puisque les consommateurs sont plus enclins à choisir des produits développés de façon éthique. Il est parfois difficile d'agir comme il faut. Il faut faire preuve de courage dans les situations où nous pouvons avoir à supporter des conséquences négatives. Nous associons souvent le courage à des actes héroïques, où une personne agit au péril de sa vie pour sauver quelqu'un d'une situation dangereuse, un acte qui fait les manchettes. La plupart d'entre nous n'ont pas l'occasion de déployer un tel courage, nous avons toutefois de nombreuses occasions d'agir dans notre vie quotidienne.

1.4.2 UN ÉVENTAIL D'OPINIONS ÉTHIQUES

Bien qu'un consensus se dessine quant aux principes éthiques en général, il existe de nombreuses théories sur la façon de définir une justification ferme sur les règles et sur la façon de décider ce qui est éthique dans des cas particuliers. Vous trouverez ci-dessous de très brèves descriptions de quelques approches en éthique.

Certains éthiciens⁴ font une distinction entre les théories éthiques qui considèrent certaines actions comme bénéfiques ou nuisibles en fonction de certains aspects intrinsèques de l'action et les théories éthiques qui considèrent les actions comme bénéfiques ou nuisibles en raison de leurs conséquences. Ils les appellent respectivement les *théories déontologiques* (ou non conséquentielles) et les *théories conséquentielles*. La distinction est probablement accentuée plus que nécessaire. Si les critères utilisés par les déontologues pour définir la bonté et la méchanceté intrinsèques d'un acte ne tenaient pas compte des conséquences pour les personnes, ou à tout le moins pour la plupart d'entre elles, la majeure partie du temps, leurs critères sembleraient avoir peu de mérite éthique.

1. Toutes les théories éthiques ne concordent pas à cette description. Le relativisme éthique et certains types d'égoïsme éthique ne s'y rapportent pas. Toutefois, dans le présent livre, nous supposons ces objectifs et exigences pour les théories éthiques.

2. Louis P. POJMAN (1990). *Ethics: Discovering Right and Wrong*, Belmont (Calif.) Wadsworth.

3. J. L. MACKIE (1977). *Ethics: Inventing Right and Wrong*, Londres, New York, Penguins Books.

4. Les éthiciens sont des philosophes (et autres) qui étudient l'éthique.

Les théories déontologiques

Les déontologues ont tendance à mettre en valeur des obligations et des règles absolues à suivre, qu'elles mènent ou non à des conséquences positives ou négatives dans certains cas particuliers. Un exemple : « Ne pas mentir. » Un acte est éthique s'il se conforme à des règles éthiques et qu'il est choisi pour cette raison.

Le philosophe Emmanuel Kant⁵ est souvent présenté comme l'exemple principal du déontologue ayant contribué aux nombreuses idées importantes de la théorie éthique. Nous en mentionnons trois ci-dessous. L'une est le principe d'universalité : « Agis uniquement d'après la maxime qui fait que tu puisses vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle. » Ce principe est tellement fondamental à la théorie éthique que nous l'avons déjà accepté dans notre explication de l'éthique. L'instruction biblique « ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit » est un autre énoncé de la même idée générale.

Les déontologues dénotent que la logique ou la raison définit les règles de l'action éthique, que les actions sont intrinsèquement bonnes parce qu'elles suivent la logique. Kant croyait que la rationalité est la norme du bien. Nous pouvons soutenir ce qui a du sens et agir en conséquence, ou nous pouvons agir de façon irrationnelle, ce qui est néfaste. L'opinion qu'une chose est néfaste parce qu'elle est illogique peut sembler peu convaincante, mais l'enseignement de Kant, « respecter l'être doué de raison », signifie qu'il est judicieux d'utiliser la raison, le rationnel et le jugement, plutôt que les émotions, lorsque vous prenez une décision dans un contexte éthique.

Troisièmement, Kant a énoncé un principe à propos de l'interaction avec les autres : « Agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre, toujours comme une fin, et jamais simplement comme un moyen. »

Kant a adopté une position extrême sur l'absolutisme des règles éthiques. Il indiquait, par exemple, que mentir est toujours mal. Par exemple, si une personne cherche une personne qu'il souhaite tuer, et qu'il demande où se trouve la prétendue victime, il est mal pour vous de mentir pour protéger la victime. La plupart des gens conviendraient qu'il y a des cas pour lesquels même de très bonnes règles universelles ne devraient pas être suivies en raison des conséquences.

L'utilitarisme

L'utilitarisme est le principal exemple d'une théorie conséquentielle. Le principe directeur, comme l'exprime John Stuart Mill⁶, est d'accroître le bonheur ou l'« utilité ». L'utilité d'une personne est ce qui répond aux besoins et aux valeurs de la personne. Une action peut diminuer l'utilité pour certaines personnes et l'augmenter pour d'autres. Nous devrions considérer les conséquences, les avantages et les dommages pour toutes les personnes concernées et « calculer » le changement en tant qu'utilité globale. Une action juste tend à augmenter l'utilité globale, alors qu'une action injuste tend à la diminuer.

L'utilitarisme est une théorie très influente qui comporte de nombreuses variantes. Comme il a été mentionné auparavant, le principe d'utilité s'applique aux actions individuelles. Pour chacune, nous considérons l'impact sur l'utilité et nous évaluons l'action en fonction de son impact net. C'est ce qu'on appelle parfois l'*utilitarisme de l'acte*. Une autre variante de l'utilitarisme, appelée l'*utilitarisme de la règle*, s'applique au principe d'utilité lié non pas aux actions individuelles, mais aux règles d'éthique en général. Ainsi, l'utilitarisme de la règle peut soutenir que la règle « ne pas mentir » augmentera l'utilité totale et que pour cette raison, il s'agit d'une règle valable. L'utilitarisme de la règle ne calcule pas l'utilité de chaque mensonge. Généralement, un utilitariste sera plus à l'aise qu'un déontologue à ne pas respecter une règle dans des circonstances où, ce faisant, les conséquences seraient favorables.

5. Voir : <http://www.evene.fr/celebre/biographie/emmanuel-kant-577.php?oeuvre> (page consultée le 28 février 2012).

6. John Stuart MILL, *Utilitarianism*, 1863.

L'utilitarisme de l'acte comporte de nombreux problèmes. Il peut être difficile, voire impossible, de définir toutes les conséquences d'un acte. Si nous pouvons le faire, choisissons-nous des actions qui, selon nous, contribuent ou devraient contribuer au bonheur des personnes touchées ou les laissons-nous choisir? Comment savoir ce qu'elles devraient choisir? Comment évaluons-nous le bonheur afin d'établir des comparaisons entre des personnes? L'utilité pour certaines personnes devrait-elle avoir plus de poids que pour d'autres? Devrions-nous évaluer le gain d'utilité réalisé par le voleur comme étant égal à la perte subie par la victime? Un dollar a-t-il la même valeur pour une personne qui travaille que pour celle qui le reçoit en cadeau? Pour une personne riche ou démunie? Comment pouvons-nous évaluer l'utilité de la liberté?

Une objection plus fondamentale (et éthique) à l'utilitarisme de l'acte est le fait qu'il ne reconnaît pas les droits individuels ou ne les respecte pas. Il ne comporte pas d'interdit absolu et permet des actions que de nombreuses personnes considèrent toujours comme pernicieuses. Par exemple, l'utilitarisme pourrait justifier un cas probant qui légitime de tuer une personne innocente (peut-être pour distribuer ses organes à des personnes qui mourraient sans ces greffes) ou de retirer tous les biens d'une personne et de les redistribuer à d'autres membres de la communauté afin d'en maximiser l'utilité. Une personne ne détient pas un domaine protégé de liberté.

L'utilitarisme de la règle ne subit pas les répercussions de ces problèmes autant que l'utilitarisme de l'acte. En reconnaissant que la fréquence élevée de meurtres et de vols a un effet négatif sur la sécurité et le bonheur de tous, une règle utilitariste peut tirer son origine de règles contrariant ces actes. Nous pouvons énoncer ces règles particulières en fonction des droits à la vie et à la propriété.

Les droits naturels

Supposons que nous souhaitions considérer les personnes comme des fins, plutôt que de simples moyens et augmenter le bonheur des gens. Ces objectifs sont quelque peu vagues et s'exposent à de nombreuses interprétations dans des circonstances précises. Une approche consiste à laisser les gens prendre leurs décisions. En d'autres mots, nous tentons de définir une sphère de liberté dans laquelle les gens agissent librement en fonction de leur jugement, sans interférence coercitive de la part d'autres personnes, même de celles (y compris nous) qui pensent agir au mieux dans l'intérêt des personnes touchées ou de l'humanité en général. Cette approche voit l'action éthique comme le fait d'agir de façon à respecter un ensemble de règles fondamentales pour d'autres, notamment les droits à la vie, à la liberté et à la propriété.

Ces droits sont quelquefois appelés *droits naturels*, car de l'avis de certains philosophes, ils proviennent de la nature, ou peuvent être dérivés de la nature de l'humanité. Nous avons tous un droit exclusif à nous-mêmes et à notre travail, ainsi qu'à ce que nous produisons par notre travail. John Locke⁷ soutient que nous avons un droit naturel à la propriété créé ou obtenu grâce à notre travail. Le respect de ces droits implique des règles d'éthique contre le meurtre, le vol, la fraude ou la contrainte.

Ceux qui font valoir les droits naturels ont tendance à insister sur le caractère éthique du processus par lequel les personnes interagissent en considérant les actes comme probablement éthiques s'ils impliquent des interactions volontaires et des échanges faits librement, lorsque les parties ne sont ni forcées ni amenées par la tromperie à le faire. Ceci contraste avec d'autres approches qui tendent à se concentrer sur le résultat ou l'état atteint par l'interaction, par exemple, en considérant une action comme étant probablement contraire à l'éthique si elle appauvrit certaines personnes.

7. John LOCKE, *Traité du gouvernement civil* (1690). Voir : <http://www.citations-ses.net/index.php/?2006/04/07/371-john-locke-la-propriete-est-un-droit-naturel> et http://classiques.uqac.ca/classiques/locke_john/traite_du_gouvernement/traite_du_gouver_civil.html (pages consultées le 28 février 2012).

Il n'existe pas de réponses simples

Nous ne pouvons pas résoudre des problèmes éthiques en appliquant une formule ou un algorithme. L'acte humain et les situations humaines réelles sont complexes. Il faut souvent consentir à des compromis. Les théories éthiques ne fournissent pas de positions claires, correctes et incontestables à la plupart des questions. Nous pouvons utiliser les approches que nous avons décrites afin de soutenir les opposants aux nombreuses questions. Par exemple, considérons l'argument impératif de Kant qui indique qu'on doit toujours traiter autrui comme une fin et jamais uniquement comme un moyen. Nous pourrions soutenir qu'un employé qui reçoit un salaire très bas, disons, un salaire qui ne lui permet pas de soutenir une famille, est traité à tort par son employeur comme une seule fin servant à faire de l'argent. Toutefois, nous pourrions également soutenir que s'attendre à ce que l'employeur verse plus que ce qu'il ou elle considère comme raisonnable signifie que l'employeur est traité simplement comme un moyen d'assurer de l'argent à l'employé. Pareillement, il est facile pour deux utilitaristes d'arriver à des conclusions différentes sur une question en particulier en mesurant le bonheur ou l'utilité différemment. Un petit ensemble de droits naturels de base peut ne pas fournir une orientation pour de nombreuses situations pour lesquelles vous devez prendre des décisions éthiques, mais si nous tentons de définir les droits permettant d'inclure le plus de situations, il y aura un différend farouche sur ce que les droits devraient être.

Quoique les théories éthiques ne résolvent pas complètement les questions difficiles et controversées, elles permettent de définir des lignes directrices ou principes importants. Elles nous rappellent les choses à considérer et peuvent nous aider à éclaircir un raisonnement et des valeurs. Il y a une grande valeur dans le principe d'universalisme de Kant et dans sa façon de traiter des gens comme une « fin » valable intrinsèque. Il y a une grande valeur dans la considération de l'utilitarisme des conséquences et dans sa norme qui vise à permettre aux gens d'être heureux. Il y en a également une dans celle qui est liée aux droits naturels qui consistent à définir des règles minimales dans un cadre de droits afin de garantir aux gens une sphère dans laquelle ils peuvent agir conformément à leurs valeurs et à leurs jugements.

L'ÉTHIQUE EST-ELLE UNE COMPOSANTE DES ORGANISATIONS?

Certains philosophes soutiennent qu'il est inutile de parler d'une entreprise ou d'une organisation comme ayant une composante éthique. Les personnes prennent toutes les décisions et agissent. Elles doivent avoir une responsabilité éthique pour tout ce qu'elles accomplissent. D'autres soutiennent qu'une organisation qui agit avec une intention et une structure décisionnelle formelle, comme une entreprise, est une entité morale. Le fait de voir une entreprise comme une entité morale ne réduit en rien la responsabilité de l'individu. Nous pouvons tenir pour responsables de leurs actes les personnes, l'entreprise ou l'organisation*.

Que l'on accepte ou non l'idée qu'une entreprise possède des droits éthiques et des responsabilités, il est évident que la structure organisationnelle et les

politiques mènent à un modèle d'actions et de décisions au contenu éthique. Les entreprises possèdent une « culture d'entreprise » ou une « personnalité » ou simplement une réputation qui les incitent à traiter leurs employés et leurs clients de façon respectueuse et honnête ou encore insouciant et trompeuse.

Les personnes qui occupent des postes de gestion modèlent la culture ou l'éthique d'une entreprise ou d'une organisation. Ainsi, les décisions des gestionnaires ont des répercussions qui vont au-delà d'un produit, d'un contrat ou d'une action en particulier qu'une décision sous-tend. Un gestionnaire qui traite les clients de façon malhonnête ou qui n'effectue pas tous les tests est un exemple probant qui encourage les autres employés à agir de façon malhonnête et insouciant. La responsabilité éthique du

gestionnaire inclut sa contribution à la personnalité éthique de l'entreprise.

*Indépendamment du fait que les entreprises et les organisations sont

considérées comme des agents moraux, elles sont traitées comme des personnes morales et peuvent être tenues responsables de leurs actes.

1.4.3 CERTAINES DISTINCTIONS IMPORTANTES

Plusieurs distinctions importantes influencent nos jugements éthiques, mais elles ne sont pas souvent exprimées ou comprises explicitement. La présente section en énonce quelques-unes. Le seul fait d'être sensibilisé à celles-ci permet d'éclaircir les points de certains débats éthiques.

Le bien, le mal et l'acceptable

Dans des situations de dilemmes éthiques, il existe souvent de nombreuses options éthiquement acceptables sans avoir à penser à une situation éthique en particulier. Par conséquent, il est trompeur de diviser tous les actes en deux catégories, l'éthiquement bien et l'éthiquement mal. Il faut plutôt voir les actes comme éthiquement obligatoires, interdits ou acceptables.

Les droits négatifs et positifs ou les libertés et les droits à la revendication

Lorsque les personnes parlent de droit, elles le font souvent à propos de différents types de droits. Dans les livres de philosophie, ces droits sont souvent appelés *droits négatifs* et *positifs*; nous pensons toutefois que les mots *libertés* et *droits à la revendication* sont plus descriptifs de la distinction.

Les droits négatifs ou les libertés sont des droits d'agir sans interférence. La seule obligation qu'ils imposent aux autres est celle de ne pas vous empêcher d'agir. Ils incluent le droit à la vie (c'est-à-dire qu'une personne ne peut vous tuer), le droit de ne pas être agressé, le droit d'utiliser vos biens, le droit d'utiliser votre travail, vos compétences et votre cerveau pour créer des biens et services et de faire le commerce avec d'autres personnes au sein d'échanges volontaires. Les droits comme « la vie, la liberté et la recherche du bonheur », qui font partie de la Déclaration d'indépendance, sont des libertés ou des droits négatifs. Le droit à la liberté d'expression et de religion, comme le consent le Premier amendement de la Constitution des États-Unis, sont des droits négatifs. Le gouvernement ne peut s'ingérer dans votre vie, vous emprisonner ou vous tuer pour vos dires ou vos croyances religieuses. Le droit au travail, en tant que liberté ou droit négatif, signifie que personne ne peut vous empêcher de travailler ou, par exemple, vous punir si vous travaillez sans avoir obtenu une autorisation gouvernementale. Le droit (négatif) d'accéder à Internet est tellement évident dans les pays libres que nous n'y pensons même pas. Dans les pays totalitaires, cet accès est restreint ou interdit.

Les droits de revendication ou droits positifs imposent une obligation à certaines personnes de fournir des choses aux autres. Un droit positif à un travail signifie qu'une personne doit vous embaucher peu importe si elle vous choisit volontairement, ou qu'il est juste ou obligatoire que le gouvernement définisse des programmes d'emploi adaptés aux personnes sans emploi. Un droit positif à la vie signifie que des personnes doivent payer la nourriture et les soins de santé d'autres personnes ne pouvant le faire. Lorsque la liberté d'expression est interprétée comme un droit de revendication ou un droit positif, cela signifie que les propriétaires de centres commerciaux, de stations de radiodiffusion et de services en ligne peuvent avoir à accorder de l'espace ou du temps pour un contenu qu'ils ne souhaitent pas inclure dans leur entreprise. L'accès à Internet, en tant que droit de revendication, pourrait signifier que des taxes sont ajoutées à nos factures de téléphone afin d'offrir un accès subventionné aux personnes défavorisées.

Un problème existe toutefois. Les droits négatifs et les droits positifs sont souvent conflictuels. Certaines personnes pensent que les libertés sont pratiquement nulles par elles-

mêmes et que la société doit mettre sur pied des mécanismes sociaux et juridiques afin que les droits de revendication ou les droits positifs de chacun soient satisfaits, même si cela signifie de restreindre les libertés d'autres personnes. D'autres pensent qu'il ne peut y avoir de droits positifs (ou très peu), puisqu'il est impossible d'appliquer les droits de revendication pour certaines personnes sans brimer les libertés d'autres. Elles considèrent la protection des libertés, ou les droits négatifs, comme étant éthiquement essentielle.

C'est l'une des raisons de différends sur des questions portant, par exemple sur certains règlements liés à la protection de la confidentialité. Malgré le fait que nous ne pourrions résoudre le différend sur le type de droit qui est le plus important, nous pouvons quelquefois clarifier les questions dans un débat en précisant le type de droit dont nous discutons.

La distinction entre le mal et le préjudice

Causer un préjudice négligemment et inutilement est mal, mais est-il important de rappeler que le préjudice par lui-même n'est pas un critère suffisant pour définir un acte comme étant contraire à l'éthique? De nombreux actes éthiques, même admirables, peuvent porter outrage à d'autres personnes. Par exemple, vous pouvez accepter un emploi en sachant qu'une personne le veut et en a besoin plus que vous. Vous pouvez réduire le revenu d'autres personnes en fabriquant un produit meilleur que les consommateurs préfèrent. Si votre produit est vraiment bon, un concurrent devra probablement se retirer des affaires et des gens perdront leur emploi. Toutefois, il n'y a rien de mal à effectuer un travail honnête et productif.

D'un autre côté, les pirates invoquent habituellement l'argument selon lequel le fait de s'infiltrer dans des systèmes informatiques n'est pas mal, puisqu'ils ne portent préjudice à personne. L'absence de préjudice n'est pas suffisante pour conclure qu'un acte est éthiquement acceptable. Nonobstant le fait qu'un pirate peut causer un préjudice non intentionnel, on peut soutenir que le piratage viole les droits de propriété. Une personne n'a pas le droit d'accéder à votre propriété sans votre permission, peu importe le préjudice.

La séparation des objectifs et des contraintes

L'économiste Milton Friedman⁸ écrivait que l'objectif ou la responsabilité d'une entreprise est de créer des profits pour ses actionnaires. Cet énoncé a consterné certains éthiciens, ceux-ci croyant que cela justifie ou est employé pour justifier des actions irresponsables et contraires à l'éthique. Il me semble que les arguments sur ce point ne font pas la distinction entre les objectifs, d'une part, et les contraintes sur les actions qui sont prises pour atteindre les objectifs, d'autre part – ou la distinction entre la fin et les moyens. Nos objectifs personnels peuvent inclure la réussite financière et la découverte d'un compagnon attrayant. Le fait de travailler beaucoup, d'investir intelligemment et d'être une personne intéressante et décente permet d'atteindre ces objectifs. Le vol et le mensonge permettent également de les atteindre. Toutefois, pour la plupart des théories éthiques, le vol et le mensonge sont inacceptables. L'éthique indique ce que sont les actions acceptables ou inacceptables pour atteindre des objectifs. Il n'y a rien de contraire à l'éthique à ce qu'une entreprise ait pour objectif de maximiser les profits. Le caractère éthique de l'entreprise est fonction des actions prises pour atteindre l'objectif, qui sont cohérentes aux contraintes éthiques.

Les préférences personnelles et l'éthique

La plupart d'entre nous éprouvent des sentiments marqués sur de nombreuses questions. Il peut être difficile de faire la distinction entre ce que nous considérons comme éthiquement bon ou mauvais et ce que nous approuvons et désapprouvons personnellement. Pensez à une organisation qui revendique certaines politiques que vous estimez être éthiquement mauvaises, peut-être un groupe pro-choix ou pro-vie, un groupe qui soutient la légalisation du mariage entre conjoints de même sexe ou encore l'interdiction aux homosexuels

8. Milton FRIEDMAN, « The social responsibility of business is to increase profits », *New York Times Magazine*, 13 septembre 1970.

d'enseigner dans des écoles publiques. Supposons qu'il s'agisse uniquement d'un groupe de revendication ou de sensibilisation qui n'effectue pas d'avortements ou ne bloque pas l'accès aux cliniques d'avortement, par exemple. L'organisation vous demande de créer un site Web pour son usage. Vous croyez à la liberté d'expression, mais vous trouvez le travail désagréable, vous ne voulez nullement aider l'organisation.

Si vous décidez de refuser l'emploi, agissez-vous en fonction de motifs éthiques? Autrement dit, pouvez-vous prétendre que le fait d'accomplir le travail est contraire à l'éthique? L'organisation agit en toute liberté d'expression. Bien que sa position prête à controverse et que les questions éthiques soient pertinentes aux questions sociales que soutient l'organisation, cette dernière ne participe pas à une activité contraire à l'éthique. Votre assistance permettrait de faire avancer un objectif que vous ne soutenez pas. Il s'agit d'une préférence personnelle. Le fait de refuser le travail ne comporte évidemment rien d'éthiquement mauvais. La liberté d'expression de l'organisation ne vous impose pas une obligation éthique d'assistance.

Lorsque les personnes discutent de questions politiques ou sociales, elles soutiennent souvent que leur position est bonne dans le sens moral ou éthique ou que la position d'un adversaire est moralement mauvaise ou contraire à l'éthique. Les gens ont tendance à vouloir se situer dans des « raisons d'ordre moral élevé ». Les personnes se sentent embarrassées par une accusation qui sous-tendrait que leur point de vue est éthiquement mauvais. Par conséquent, les arguments fondés sur l'éthique peuvent être utilisés, et ils le sont d'ailleurs souvent, pour intimider les personnes qui ont des points de vue différents. Il est bon d'essayer de différencier les actions que nous trouvons déplaisantes, grossières ou inconsidérées de celles dont nous pouvons soutenir de façon convaincante qu'elles sont éthiquement mauvaises.

La loi et l'éthique

Quel est le lien entre la loi et l'éthique? Quelque chose de bien mince parfois. Est-il éthique d'interdire aux personnes en phase terminale d'utiliser de la marijuana? Est-il éthique pour le gouvernement ou pour une université d'État d'accorder la préférence dans les contrats, l'embauche ou les admissions à des personnes faisant partie de groupes ethniques en particulier? Est-il éthique pour un agent de prêts bancaires d'apporter à la plage les dossiers des clients sur son portable de travail? La loi actuelle, peu importe ce qui se passe dans un moment donné, ne répond pas à ces questions. En outre, l'histoire nous fournit de nombreux exemples de lois que la plupart d'entre nous considèrent comme profondément mauvaises en fonction des normes éthiques; celles concernant l'esclavage en est peut-être l'exemple le plus probant. L'éthique précède la loi, c'est-à-dire que les principes éthiques permettent de définir si des lois en particulier devraient être adoptées ou non.

Certaines lois appliquent des règles éthiques (par exemple, contre le meurtre ou le vol). Par définition, nous avons l'obligation éthique d'obéir à de telles lois, non pas parce qu'elles sont des lois, mais parce que les lois mettent en place des obligations et des interdictions liées à des règles éthiques.

D'autres lois touchent plusieurs catégories. Une catégorie de lois établit les conventions pour les entreprises ou d'autres activités. Le droit commercial, comme le Code commercial uniforme, définit les règles des transactions économiques et des contrats. De telles règles offrent un cadre dans lequel nous pouvons interagir avec des étrangers de façon ordonnée et en toute confiance. Elles comportent des dispositions sur la façon d'interpréter un contrat si un tribunal doit résoudre un différend. Ces lois sont extrêmement importantes pour toute société. Elles devraient correspondre à l'éthique. Au-delà des considérations éthiques de base, toutefois, les détails peuvent dépendre des conventions historiques, de la commodité et de critères autres que ceux liés à l'éthique. Aux États-Unis, les conducteurs doivent conduire du côté droit de la route, en Angleterre à gauche. Il n'y a évidemment rien d'intrinsèquement mauvais dans ces deux choix. Par contre, une fois la convention établie, il est malvenu de conduire du mauvais côté de la route, car cela expose inutilement les autres.

Malheureusement, de nombreuses lois tombent dans une catégorie qui ne vise pas à mettre en œuvre des règles éthiques ou même la cohérence par rapport à celles-ci. Le processus politique est soumis aux pressions de groupes d'intérêt spéciaux de tous genres

qui tentent de faire adopter des lois qui favorisent leurs groupes ou entreprises. Parmi les exemples, on retrouve les lois qui ont retardé l'introduction de la télévision câblée (dont les réseaux de télévision font la promotion), ainsi que les lois qui avaient été commanditées par l'industrie laitière lors de la première introduction de la margarine. Celle-ci était contre la coloration de la margarine pour éviter qu'elle ne ressemble davantage au beurre. Après s'être opposé aux enchères de la revente de billets d'événements pendant des années, Ticketmaster a accepté ce paradigme de ventes en ligne populaire et a fait pression pour que les lois restreignent le nombre de concurrents. De nombreuses personnalités importantes de l'industrie financière ont indiqué avoir reçu une grande quantité de lettres de financement de la part de membres du Congrès au cours de la semaine où ce dernier s'est intéressé aux nouveaux règlements pour leur industrie. De nombreuses organisations politiques, religieuses ou idéologiques font la promotion de lois exigeant ou interdisant certains types d'actions que le groupe considère comme souhaitables (ou répréhensibles). On pense, entre autres, aux interdictions touchant le jeu ou l'alcool, aux exigences liées au recyclage et à la fermeture des magasins les dimanches. À l'extrême, dans certains pays, cette catégorie comprend des restrictions quant aux pratiques religieuses.

La loi sur le droit d'auteur comporte des éléments des trois catégories décrites auparavant. Elle définit un droit de propriété, dont la violation est considérée comme une forme de vol. En raison de la nature intangible de la propriété intellectuelle, certaines des règles sur ce que constitue la violation du droit d'auteur ressemblent davantage à la deuxième catégorie : des règles pragmatiques conçues pour être réalisables. Des groupes convaincants (par exemple, les industries de l'édition, de la musique et du cinéma) font pression pour être avantagés par des règles en particulier. C'est pourquoi certaines violations de la loi du droit d'auteur sont manifestement contraires à l'éthique (si on accepte évidemment le concept de propriété intellectuelle); toutefois, certaines autres semblent tout à fait acceptables, même magnanimes.

Sommes-nous obligés éthiquement d'obtempérer à une loi parce qu'elle se définit comme telle? Certaines personnes soutiennent que nous le sommes. En tant que membres de la société, nous devons accepter les règles que le processus législatif a créées pourvu qu'elles ne soient pas clairement et complètement mauvaises. D'autres soutiennent que, malgré qu'il s'agisse souvent d'une bonne politique, ce n'est pas une obligation éthique. Les législateurs sont uniquement un groupe de personnes, exposées aux erreurs et aux influences politiques; il n'y a aucune raison de croire qu'il y a une obligation éthique à faire une chose simplement parce qu'ils le disent. En fait, certains croient que les lois qui régissent l'action personnelle ou les transactions économiques volontaires violent la liberté et l'autonomie des personnes qui sont contraintes d'obéir et, que par conséquent, elles sont éthiquement mauvaises.

Est-il toujours éthiquement bon d'accomplir des choses qui sont légales? Non. Les lois doivent être uniformes et énoncées de façon à indiquer clairement les actions punissables. Les situations éthiques sont complexes et variables, les personnes touchées doivent connaître les facteurs pertinents, mais il peut être impossible de les prouver devant un tribunal. Il existe des règles d'éthique largement acceptées qu'il serait difficile et probablement imprudent d'appliquer entièrement dans des lois, par exemple « ne pas mentir ». Les nouvelles lois sont en retard sur la nouvelle technologie pour de bonnes raisons. Un certain temps est nécessaire pour reconnaître les nouveaux problèmes liés à la technologie, pour considérer les solutions possibles, pour penser et débattre des conséquences et de l'impartialité de diverses propositions, etc. Une bonne loi définira des normes minimales pouvant s'appliquer à toutes les situations, laissant un vaste éventail de choix volontaires. L'éthique rétablit l'équilibre entre la période pendant laquelle une technologie est créée et le moment où des lois raisonnables sont adoptées, entre les normes juridiques générales qui s'appliquent à toutes les situations et aux choix particuliers à un cas donné.

Bien qu'il ne soit pas éthiquement obligatoire de respecter toutes les lois, il ne s'agit pas d'une excuse pour les ignorer, pas plus qu'une loi ou son absence ne doit servir d'excuse à l'ignorance de l'éthique.